

6 décembre 2002

Versailles : « Une journée dans le potager du Roi »

Rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>

Versailles

« Une journée dans le potager du Roi »

6 décembre 2002

L'INRA royal et féminin

Le site du Centre INRA, au carrefour dit de l'« Etoile de Choisy », sur la route entre Versailles et Saint-Cyr, n'est pas des plus faciles à rejoindre par les transports en commun, que ce soit depuis Paris ou depuis Toulouse. Je n'ai d'ailleurs pas beaucoup de souvenirs de visites en ces lieux. Il faut dire que mon entrée dans le monde scientifique s'étant faite par la voie « animale », au sein de ce qui était alors le CNRZ à Jouy-en-Josas, j'avais négligé la voie « végétale » de l'INRA dont la référence était alors le CNRA à Versailles¹. Une première visite en ces lieux m'avait pourtant fortement sensibilisé à l'innovation, tout à fait considérable, qui consistait alors à régénérer des variétés de pommes de terre virosées grâce à la technique mise au point ici et à Dijon, la culture de méristèmes in vitro. Je ne pouvais imaginer, et probablement aussi ses inventeurs, que cette technique allait devenir déterminante pour la maîtrise de la transgénèse des plantes.

Depuis Toulouse, mon voyage m'a conduit ce soir à la gare de Versailles-Rive-Gauche, dont la façade « 19^{ème} » tente de participer à l'ambiance « monument » de la ville. Petite reconnaissance à pied depuis mon hôtel jusqu'aux grilles de la cour du Château, dont je devine les lignes massives des façades. Un endroit incontournable pour évoquer certaines des grandes heures de l'Histoire de France. Le Roi Soleil évidemment, mais me vient aussi en mémoire la démarche des parisiens pour ramener à Paris « le Roi, la Reine et le petit mitron » : le « petit mitron »... encore une marque de l'importance de l'agroalimentaire dans l'histoire de France... Pas loin de deux siècles après l'ancêtre Henri IV et sa poule au pot ! Et puis, Versailles est inséparable de la marque donnée par Le Nôtre, « un homme heureux », à la perspective des jardins et espaces boisés.

Poursuivant le cours de mes imaginaires, je réalise que l'histoire de Versailles est marquée par les femmes. Certes, lors de mes visites de jeunesse au Château j'avais pu être impressionné par le caractère grandiose de l'édifice (« Si Versailles m'était conté »), mais je me souviens avoir été beaucoup plus attiré par la simplicité du Petit Trianon, avec ce qu'il évoquait des activités champêtres de Marie-Antoinette. Ainsi, l'INRA, organisme ô combien masculin, installé sans titre de propriété dans le périmètre du Château, dans « le potager du Roi », trouve des résonances avec le versant féminin des lieux.² Et j'ajoute que Patrick Legrand (Mission Environnement-Société) fait volontiers la promotion de ce qu'il appelle les « espaces non conformes », ceux qui sont à l'écart des cadres « officiels », mais où il se passe et se dit des choses qui acquièrent des charges fondatrices pour le futur. En somme, l'INRA serait un lieu « non conforme » dans l'enceinte du Château de Versailles ?

J'ai retrouvé un numéro d'« INRA Mensuel » d'il y a vingt ans bientôt (juin 1984) consacré au Centre INRA de Versailles. Je lis que le « Centre de Recherches Agronomiques » de l'Etoile de Choisy était connu dans les années 20 sous le vocable de « Les poules » ! Il suffisait, paraît-il, de donner ce nom au chauffeur de taxi pour qu'il vous emmène à ce qui allait devenir, après la guerre, un des hauts-lieux de la recherche agronomique française. La raison ? Et bien, c'était là que se déroulait chaque année durant 48 semaines, le prestigieux « Concours national des pontes », organisé par ce qui s'appelait alors le « Centre National d'Expérimentation Zootechnique » : en quelque sorte, la basse-cour du Château ! La journée de demain s'annonce sous la forme d'un clin d'œil de l'histoire, avec un regard de quatre-vingts ans dans le rétroviseur, puisqu'elle sera commune aux Centres de Versailles et de Jouy, réunissant ainsi l'ex « CNRA » et l'ex « CNRZ » !

¹ CNRA : Centre National de la Recherche Agronomique ; « CNRZ » : Centre National de la Recherche Zootechnique

² Peut-être est-ce pourquoi, dans le langage courant, notre organisme se conjugue fréquemment au féminin ?

Petit déjeuner dans la serre

8h00 du matin - Alors que le jour à peine émerge de la pénombre, dans la froidure déjà hivernale d'un automne finissant, les invités du Président rejoignent le restaurant du Centre. Un instant d'incertitude... Est-ce bien ici que se tient le petit déjeuner « INRA 2020 » ? Car, dans la salle qui devait nous accueillir plusieurs personnes s'affairent à disposer des livres et des objets divers sur les tables. Explication : c'est aujourd'hui le jour du Téléthon, et des collègues du Centre se préparent à offrir diverses possibilités d'achats aux usagers du restaurant. Il nous faut traverser cette salle pour accéder à une ancienne serre transformée en salle à manger. C'est comme une grande véranda vitrée, inondée de lumière, avec des tables disposées en carré, nappes de papier bleu et petits pots de fleurs primevères.

Introduction par Bertrand Hervieu

8h10 – Le programme de la journée est serré. Quelle que soit la qualité du café, du jus d'orange et des viennoiseries encore tièdes achetées chez un boulanger de Saint-Cyr, il faut commencer ! Bertrand Hervieu me confie qu'il se demande ce qui va bien pouvoir se dire aujourd'hui de nouveau après les nombreux débats « INRA 2020 » dans les Centres depuis maintenant plus d'un an, le vingtième !

Son intro est désormais bien rôdée : « le tripode » toujours solide, « les cinq secteurs scientifiques » à renforcer, « les sept partenariats » à revisiter... C'est ce que j'appelle maintenant le « 3 – 5 - 7 » !

Les invités à ce petit déjeuner sont des Présidents d'Universités et des Directeurs de Grandes Ecoles parisiennes. Bertrand Hervieu met aujourd'hui une insistance particulière sur « *le partenariat sur tous les fronts, afin que les chercheurs ne se parlent pas qu'à eux-mêmes !* ».

Le premier temps de son topo, consacré au partenariat scientifique, se réfère à la question récurrente des UMR³ :

« Les UMR... L'intuition est confirmée ! Mais les difficultés se révèlent. Ce sont parfois 3 plans comptables, 3 évaluations, 3 statuts... Tout cela ça lasse ! Alors il faut probablement passer par la loi pour lever ces difficultés. C'est de notre responsabilité ! »

Et de s'échauffer sur le sujet en mettant en cause « *les trop nombreuses contraintes qui brident les initiatives* » :

« Il faut arrêter de mettre des boulets à la recherche. Ainsi, pour mettre en œuvre les programmes européens, nous sommes très bien équipés : bouées de sauvetages, parachutes, ceintures de protection... »

Il veut quand même en rire et en faire rire :

« Rien n'y manque. Nos partenaires européens en sont tout ébaubis ! »

Ce doit être une forme de ce que l'on appelle « l'exception française ! »

L'exposé se poursuit, suivant son cours habituel, avec l'inventaire des partenariats avec lesquels l'INRA doit compter ! Je les pointe au passage pour vérifier que tout est bien en place : le partenariat agricole, le partenariat industriel, l'Europe... Je note tout, parce que même s'il y a des redites d'un Centre à l'autre, je suis attentif à la nouvelle idée ou à la formule qui surgirait de la tête du Président, stimulé par le cadre du lieu, par la nature des invités ou par l'actualité du jour !

Le partenariat agricole

« C'est un sujet prioritaire ! Nous avons la vision de la science comme un robinet... certes qui ne coule pas bien et qui ne tombe pas au bon endroit... Mais nous voulions améliorer l'efficacité de la filière du progrès : c'était une vision linéaire ! Le changement, c'est que désormais nous devons travailler pour un partenariat en amont ! »

³ UMR : Unité Mixte de Recherche

Le partenariat industriel

« Dans le contexte de la mondialisation, émergent des multinationales qui veulent travailler avec nous ! C'est une difficulté pour un organisme national ! »

Nouvelle tasse de café proposée à tous les invités. L'ambiance de la véranda se transforme sous la lumière du jour qui gagne alentour.

Où Bertrand Hervieu, dont le ton est devenu particulièrement tonique, évoque successivement l'Espace Européen de la Recherche... les jeunes chercheurs et la possibilité d'Ecoles Doctorales Européennes... l'axe France Wageningen avec l'INA-PG et l'INRA... l'espace euro-méditerranéen... Pour conclure avec une formule pour ramasser le tout : *« A nous d'inventer l'Europe de la recherche ! »*

Puis d'enchaîner sur le partenariat international, en évoquant cette fois encore ses explorations en Chine, en Inde, au Brésil... pour enjoindre à son public attentif, et même passionné : *« Allez-y voir ! »*.

Quelques questions pour finir, bien ciblées en direction de ses interlocuteurs matinaux, pour insister sur le sujet qui domine les échanges de ce matin : le partenariat universitaire.

« Quels sont les grands enjeux à l'horizon 2020-2030 ? Allons-nous maintenir 19 organismes nationaux de recherche ? Ne pourrait-on pas créer une holding regroupant les organismes de recherche et d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture ? »

Questions et réponses sur le ton de la conversation

Le débat est lancé. Et c'est Yves Demarne (Directeur ENSAIA Massy) qui démarre en première ligne devant tous ses collègues (j'allais dire en « pôle position » devant ses concurrents). Il explique, pour justifier ce que ses pairs pourraient prendre pour une audace, qu'il doit partir rapidement (ces gens ont toutes sortes d'obligations du matin au soir !)... Je me dis alors que « cet homme pressé »⁴ va être très long... Je ne me suis pas trompé !

Yves Demarne

« Je peux porter un regard intérieur - extérieur, sur ce que tu viens de dire Bertrand. Car, l'exercice de prospective est un exercice... dangereux ! »

Et il démarre en commentant l'intervention de Bertrand Hervieu, avec la crédibilité des chiffres qu'il maîtrise avec éloquence, sur le séisme démographique des chercheurs et des enseignants, sur l'évolution du secteur industriel, sur les transformations de l'agriculture... J'en passe.

Il en tire des arguments nécessaires pour prendre position sur un large spectre de sujets qui lui tiennent à cœur, tout particulièrement la question de la « double culture » :

« L'INRA doit recruter une partie de ses chercheurs selon des bases différentes de celles du CNRS et de l'INSERM. Tout particulièrement des chercheurs possédant une double culture : culture d'ingénieur et de systémique, culture de recherche avec une thèse. Or, dans les grandes Ecoles, nous n'avons plus de vivier d'ingénieurs s'engageant dans la recherche ! »

Il se fait critique, et il pointe le doigt :

« Il n'y a pas de culture industrielle suffisante intra INRA, alors que 97% des PME-PMI de l'agroalimentaire sont sans capacité de recherche. »

« Pour dynamiser l'interface Enseignement Supérieur Recherche, les UMR sont une solution... Mais quelle lourdeur épouvantable de la gestion ! Il faut trouver des modes de partenariat plus souples. »

⁴ voir le roman de Paul Morand : « L'homme pressé »

Il est déjà neuf heures ! Yves Demarne cède la parole au Président de l'Université de Paris-Sud.

Xavier Chapuisat se déclare d'accord avec les questions évoquées par Bertrand Hervieu :

« Sur l'ensemble des thèmes, nous pouvons être de bons et utiles partenaires de l'INRA. »

Il insiste sur le caractère complexe du partenariat entre l'enseignement supérieur et la recherche :

« Comment nous organiser à l'avenir ? Nous devons simplifier, pour nous-mêmes et pour nos partenaires... Oui ! Nous avons à proposer des solutions aux hommes politiques. Ils aiment bien qu'on les aide à exprimer ce qu'ils pensent ! Ils écoutent. Ils sont compétents. Ils comprennent vite si on leur explique bien ! »

(Je me demande soudain, en écoutant Xavier Chapuisat, ce que peut représenter, à l'échelle européenne et mondiale, une Université de Paris qui se définit par sa localisation au Sud de la capitale.)

Bertrand Hervieu est toujours sensible au sujet de la relation aux politiques. Cette fois encore, il a quelque chose à dire à ce propos :

« Mercredi 19, nous avons une rencontre avec l'Office parlementaire des choix technologiques et scientifiques, avant les questions au Parlement. On peut les mobiliser sur des sujets tels que la valorisation et les Fondations... Oui, on a intérêt en effet à leur proposer des cadrages, ensemble, organismes et universités ! »

Xavier Chapuisat, toujours Président d'une université localisée au sud de Paris, prolonge ses réflexions sur la participation des chercheurs à la formation des étudiants :

« L'entrée par les Ecoles Doctorales, oui, c'est une entrée naturelle ! Mais il faudrait aussi partager sur l'ensemble du cursus, dans le cadre de la réforme 3-5-8... »

Une « entrée » dont il voit l'issue dans la question des statuts : *« L'avenir sera inexorablement un statut unique, avec un curseur variable en cours de carrière »*

L'argumentation est « pro-universités »... Mais la suite est plus complexe :

« Dans l'immédiat, pour avancer ensemble, le système des UMR est le moins mauvais possible... Avant le grand soir ! »

« Il ne faut pas effectuer l'évaluation scientifique des universités intra université : le regard des organismes nationaux, voire européens, est important. Mais l'évaluation scientifique ne suffit pas, ce n'est qu'une partie de l'évaluation. Il faut réaliser une évaluation stratégique, à partager entre les universités et les organismes, et là, il y a un réel défaut ! »

Martine Stern, Vice-Présidente « recherche » de l'Université de Versailles Saint-Quentin, témoigne que l'INRA est très impliqué dans les filières d'enseignement de la biologie : *« L'INRA assure pas moins des deux tiers de l'enseignement de la Maîtrise de biologie »*. Elle ajoute que des enseignants-chercheurs de l'Université travaillent aussi dans les labos de l'INRA, et que cela se traduit par des échanges de doctorants. Un bon point donc pour l'INRA.

C'est le tour de Rémi Toussaint. Il rappelle qu'il est devenu Directeur de l'INA-PG depuis seulement trois mois après avoir exercé une fonction de direction au Ministère de l'Agriculture. Il désire cependant faire part de ses premières réflexions « d'observateur » :

« Nous en sommes aux prémises de la place importante qui va être celle des sciences du vivant au 21^{ème} siècle dans nos sociétés. Ceci suppose de notre part trois exigences fortes : l'excellence dans les disciplines scientifiques, la capacité d'intégration des connaissances, le dialogue social – une exigence plus forte dans le domaine des sciences du vivant que dans les autres domaines scientifiques »

« En conséquence, la formation et la recherche ont des destins étroitement liés. Il nous faut former des « chercheurs intégrateurs ». Or nous n'en formons plus beaucoup »

« Chercheurs et activités d'enseignement. Nous allons vers une communauté unique ! »

Xavier Chapuisat est non seulement Président de l'Université de Paris-Sud, mais également chargé des questions internationales au sein de l'Assemblée Permanente des Présidents d'Universités. C'est pourquoi, il relève dans les propos de Bertrand Hervieu tout ce qui concerne la Chine, l'Inde, le Brésil... et il prend position :

« Il faut être collectif sur l'aspect international. Il faut refuser la séparation entre le Supérieur et la Recherche sur l'international ! »

Rémi Toussaint appuie :

« Il faudrait choisir ensemble quelques partenaires avec lesquels nous pourrions « tricoter ». Par exemple Wageningen, mais aussi au sud. La France est nulle part, ni au nord ni au sud, mais elle a un atout unique comme charnière entre le nord et le sud. »

Bertrand Hervieu s'interroge alors à haute voix.

« Ça pourrait se traduire par exemple par une Ecole Doctorale européenne en réseau ? Et construire un ou deux symboles forts comme déclic pour une politique de l'Europe ? »

« De fait, dans le cadre d'Euragri, dont j'ai exercé la Présidence durant plus d'un an, nous avons réussi à catalyser le lien nord-sud et donc avoir un poids sur la Commission. »

On poursuit avec Cyrille Van Effenterre, directeur de l'ENGREF (Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts) qui se déclare être particulièrement concerné par la démarche faite en direction de l'Université de Wageningen. Mais il met un bémol :

« En fait, Wageningen est une université faible dans le système universitaire hollandais, parce que les agronomes sont restés entre eux. Ils ont peur de se faire bouffer par Utrecht ! Nous devons réaliser, nous, l'ouverture du champ, grâce à l'excellence d'un partenariat avec les Universités. »

Rémi Toussaint qui, pour un nouveau dans la profession, a finalement beaucoup de choses à dire, abonde dans le même sens de la remarque de Cyrille Van Effenterre :

« Tout d'abord, d'accord quant au diagnostic porté sur Wageningen. Mais il faut noter que les hollandais ont une approche très commerciale »

Cyrille Van Effenterre

« Faut-il envisager, entre le CEMAGREF, l'INRA et l'INA-PG une stratégie de regroupement ou de partenariat, en vue de réaliser une structuration forte de l'espace agronomique européen ? »

Rémi Toussaint

« La question de la structuration est essentielle. Que faut-il faire ? Fusionner avec un seul porte-parole ? Ou alors avoir une forte coordination ? »

Le tour de table se poursuit avec Laurence de Bastard, chercheur dans le groupe Syngenta. Elle apporte un témoignage personnel. Comment a-t-elle été attirée par la recherche :

« J'ai voulu faire de la recherche parce qu'un prof à l'Agro m'en a donné envie. D'où l'importance de l'image ! Comment se représente-t-on les chercheurs de l'INRA ? Qu'est-ce que c'est la communication à l'INRA ? »

Rémi Toussaint saisit la balle au bond et prend à témoin Bertrand Hervieu :

« Pourquoi ne parle-t-on pas aux étudiants de la recherche à l'Agro ? »

Jean-Pierre Debrosse, directeur de la Bergerie Nationale de Rambouillet, apporte dans ce cadre universitaire le point de vue de l'enseignement technique. Et à propos de ce qu'il appelle « l'actualité des grandes crises », il relève que Bertrand Hervieu fait appel à « la pédagogie de l'incertain ». Il en relève la difficulté, mais pour souligner que « pour l'enseignement technique agricole, c'est encore plus difficile ! »

Il désire qualifier « les établissements d'enseignement technique agricole comme des lieux de passage d'information depuis la recherche vers le public, en passant par les enseignants et les

agriculteurs. » Ce sont aussi « des lieux de coopération, tout particulièrement dans les exploitations agricoles, lieux d'expérimentation et de démonstration ancrés dans les territoires ! »

Rémi Toussaint

« Dans le dialogue social, il y a une place, un rôle citoyen singulier des établissements de formation qui ne sont suspects de rien ! Parler de la science avec ceux qui la font, c'est un rôle citoyen ! Mais là, il y a un vrai déficit ! Ne pourrait-on pas évaluer aussi les chercheurs dans leur capacité à dialoguer avec la société ? Ne pourrait-on pas construire des lieux spécifiques de dialogue avec la société ? »

(Je retiens au passage ces remarques où Rémi Toussaint insiste sur la capacité de dialogue des chercheurs avec la société, et sur son souci de construire des lieux de dialogue. Tout à fait dans la ligne de l'expérience de la Mission « Agrobiosciences ».)

Bertrand Hervieu, conclut ce petit déjeuner en écho à d'autres débats « INRA 2020 ». Il revient sur la constitution de grands ensembles lisibles à l'échelle européenne, voire internationale. Et pointe que ce souci ne doit pas cacher « *le rôle des petites équipes pour faire émerger des idées nouvelles !* » Dans un très grand ensemble scientifique et universitaire tel que celui de la région parisienne, cette dernière remarque prend un sens particulier ! Je ne l'oublierai pas.

9h50.

Les invités partent rapidement vers leurs tâches du jour ! Poignées de mains. Satisfaction générale ! Promesse de se revoir pour continuer ce débat !

Bertrand Hervieu est tout réchauffé et heureux de la teneur de ces échanges ! Finalement, constate-t-il avec moi, ce vingtième débat INRA 2020 a apporté du nouveau par rapport aux autres. On croit chaque fois, depuis un an que la série des rencontres avance, que tout a été dit. Eh bien non ! Aujourd'hui encore ce petit déjeuner (les petites viennoiseries étaient excellentes ! merci aux organisateurs !) a permis de nourrir les réflexions sur les alliances à nouer en matière de stratégie internationale, et d'enfoncer encore le clou sur la question du partenariat entre les organismes de recherche et l'enseignement supérieur : les UMR c'est mieux que rien, mais leurs difficultés de fonctionnement et d'administration sont réelles. Une perspective esquissée : c'est une étape pour aller plus loin, car les logiques de fusion, de statut unique « modulable », devraient s'imposer dans le futur ! Ce qui pose inéluctablement la question des rapports entre un organisme national de recherche et les Universités, mais aussi celle des liens entre les Universités et les Ecoles Agronomiques et Vétérinaires. Car un regroupement « agricole » du type Wageningen n'est peut-être pas la bonne solution. Il faudra en reparler.

* * * * *

Le théâtre des futurs

Le cadre est maintenant moins intime, celui du grand amphi du bâtiment administratif : style massif des années 50, ordonnancement « classique », décoration à dominante ocre et or, avec de grandes tentures latérales, fauteuils et moquette de tonalité sombre. Des pots de poinsettia rouges pour fixer l'attention sur la tribune surélevée. Les orateurs s'alignent derrière une grande table qui ajoute encore de la distance avec le public. Deux cents à deux cent cinquante personnes, ce qui n'est pas un gros effectif pour une réunion qui aurait dû réunir tout le personnel des Centres de Jouy et de Versailles-Paris-Grignon.

Résumé des débats précédents

10h15 – La parole est à Egizio Valscheschini (INRA-SAD, INAPG). Il est chargé d'introduire la réflexion prospective par une brève présentation des Scénarios « Agriculture et Territoires 2015 » dont il a été l'un des auteurs autour de Philippe Lacombe sous l'égide de la DATAR. En fait, le Centre de Versailles a engagé depuis le début de l'année une réflexion au long cours sur les enjeux du futur, en articulant les préoccupations sur le partenariat économique et industriel avec celles d'« INRA 2020 ». Didier Picard, prédécesseur d'Yves Chupeau comme Président de Centre, m'a demandé de l'assister au sein d'un petit groupe de pilotage. Versailles est avec Clermont-Ferrand le seul Centre à avoir constitué une cellule de réflexion prospective composée de chercheurs et de partenaires. Ainsi une première rencontre s'est tenue ici le 23 mai dernier, selon le schéma de débat que j'avais proposé : le « schéma Flamant », c'est comme ça qu'on l'appelle ici. Je repris la même formule, avec la complicité de Bertrand Hervieu, lors de la Conférence « Euragri » qui s'est tenue à Bruxelles en octobre dernier sur la question des rapports recherche société⁵. Et puis, j'ai récidivé le 27 novembre dernier, il y a une semaine, avec Forum « multi-agents » de l'INRA dans la série des débats « INRA 2020 ». Cette formule d'échanges entre les participants répartis autour de tables d'une dizaine de personnes, avec un brassage des origines, des catégories, des âges, des hommes et des femmes, rencontre toujours le succès. La journée du 23 mai avait apporté son lot d'expressions et de réflexions... Une nouvelle réunion d'ordonnancement plus classique est intervenue en septembre sur le thème de la brevetabilité des connaissances, avec le concours de Michel Petit (INA-PG et ex Banque Mondiale) et d'un représentant de Danone.

Egizio Valscheschini rend compte de tout ça, en alignant successivement les scénarios pour l'agriculture en 2015, les réactions des chercheurs, les réflexions sur le partenariat et sur la propriété intellectuelle... trop brièvement pour que tous les assistants saisissent la richesse du produit et de sa démarche. Le constat global ainsi résumé est que ces débats sont « *la manifestation d'une dynamique sociale et économique à laquelle nous participons et au sein de laquelle nous bougeons nous-mêmes* ». Il s'agit en quelque sorte d'une expression de ce que l'on appelle « la culture de l'INRA », qui participe à la spécificité de cet organisme national de recherche parmi les autres.

Puis, Michèle Tixier-Bouchard présente la synthèse des analyses conduites à Jouy (puisque'il s'agit, je le rappelle, d'une réunion commune aux deux Centres). Comme à Dijon, un bilan des rapports contractuels de l'INRA avec des partenaires de la région a été effectué, en y incluant aussi les UMR, les engagements dans le cadre du 6^{ème} PCRD et la constitution de plates-formes technologiques. Bilan qui débouche sur des questions pour le futur : faut-il constituer un Pôle européen de compétences ? approfondir les spécificités régionales ? spécialiser les Centres par une répartition des axes de recherche ? Des interrogations également sur la création de diplômes européens. Quel avenir pour les PME-PMI en coexistence avec les mouvements de la mondialisation et la diversification sur des marchés de niches, et par conséquent quel partenariat ?

Tout cela est dense et bien court à la fois - 15 minutes seulement – et finalement, les deux orateurs ne parviennent pas à mobiliser l'attention de l'auditoire qui ne suit pas. Dommage !

⁵ Euragri : European Agricultural Research Initiative. Voir les Actes : <http://europa.eu.int/comm/research/agriculture/events/citizens.html>

La richesse des apports des forums de débats en cercles d'échanges

Je ne peux m'empêcher d'évoquer ici ce qu'avait été l'ambiance et la tonicité des débats du 23 mai autour des quatre tables composées de 8 à 9 personnes, au total 25 scientifiques dialoguant avec 9 de leurs partenaires de recherche.

Mon expérience confirme que les participants à ces cercles d'échanges, aidés par ce que j'appelle « un guide de conversation », en ressortent avec le sentiment d'avoir participé et contribué à des dialogues d'une grande densité dans une non moins grande convivialité qui stimule les expressions, même de la part de ceux qui sont les plus timides. Très souvent, beaucoup d'entre eux demandent : « *Quand est-ce qu'on recommence ?* ». Par contre, il y a toujours une grande déception lorsqu'ils se retrouvent dans le cadre classique d'une salle de conférence où un intervenant explique aux autres ce dont ils ont parlé, ou ce qu'il faut en comprendre. Aujourd'hui, on n'échappe pas à ce qu'on peut appeler « une chute de potentiel » : le jeu des acteurs conférenciers est beaucoup moins intéressant que celui que les invités avaient eux-mêmes animés en mai dernier, et les auditeurs ont une attitude passive.

Pour une production de connaissances génériques...

La base des échanges du 23 mai était constituée par les Scénarios « Agriculture et Territoires 2015 » présentés ce jour-là aussi par Egizio. La trame proposée pour guider les conversations était relativement simple avec deux grandes questions : Quel type d'agriculture encourage implicitement la recherche ? Quelle recherche entreprendre selon les futurs de l'agriculture à 20 ans ?

Donc, premier sujet mis en débat : « *En référence aux quatre scénarios « DATAR 2015 », quel est le type de futur que préparent aujourd'hui les recherches de l'INRA, et plus particulièrement les recherches conduites par les chercheurs présents autour des cercles ?* »

En passant d'un cercle à l'autre pour écouter les « conversations » et en analysant les restitutions qui avaient été faites ensuite par chaque cercle, j'avais été frappé par deux choses :

- Tout d'abord, je faisais le constat d'une distorsion entre les futurs pour lesquels les collègues disaient qu'ils travaillaient, notamment une agriculture dominée par les filières industrielles, alors que leurs options personnelles portaient beaucoup d'entre eux à souhaiter travailler pour un futur agricole qui serait fait d'une dominante de produits à dénominations géographiques ou pour un futur donnant beaucoup plus de place à l'aménagement des territoires locaux et aux questions environnementales. Je remarquais aussi que ceux qui, spontanément, exprimaient cette opinion, n'insistaient pas pour qu'elle figure parmi les éléments saillants surgis au cours des échanges. Auto-censure ?

- La deuxième remarque était qu'ils voyaient leurs fonctions d'abord comme étant au service de la production de connaissances génériques pouvant être utilisées quelles que soient les orientations sociales et économiques du futur, et ils désignaient comme partenaires privilégiés les institutions et les organismes susceptibles d'être réceptifs au premier niveau à cette production, c'est-à-dire d'abord le domaine public, même s'il était admis que le partenariat privé avait toute sa place.

Ainsi, la tonalité des réponses données se référait à des critères d'excellence de la recherche et au caractère générique des phénomènes étudiés dans le registre « high-tech ». Par exemple :

« *Si l'on creuse les activités actuelles de la recherche en regard des Scénarios de la DATAR pour l'agriculture, leur robustesse pour le futur tient à ce qu'il s'agit de travaux « high-tech » susceptibles de s'inscrire dans tous les scénarios.* »

« *La recherche doit être inventive sur le long terme. Si l'on admet qu'elle doit se faire en lien avec la société, cette utilité sociale doit se concevoir à quel terme, à quel horizon ?* »

Pour des chercheurs ouverts au monde...

Dans un deuxième temps des échanges, chaque cercle avait été invité à proposer des orientations pour la recherche agronomique dans le cadre d'un des Scénarios du futur pour l'agriculture et les territoires ruraux : un cercle, un scénario. Le résultat ?

- Une première surprise : alors que les réflexions du matin avaient privilégié la nécessité d'une démarche de recherche qui soit « générique », celles de l'après-midi parvenaient à « typer » des orientations différentes selon les tendances lourdes exprimées par chaque scénario. Ce qui tendrait à montrer qu'une recherche finalisée pourrait avoir des préoccupations de recherche en amont différentes selon les logiques profondes du contexte économique et social. Il y a là un deuxième sujet majeur de débat !

- Ma deuxième remarque concerne les réponses données à la question suivante : « De quels types de chercheurs a-t-on besoin pour la recherche agronomique selon la nature du scénario ? » Et bien, on observe une convergence des préoccupations même si les mots sont différents. Une même position, quel que soit le scénario du futur envisagé pour l'agriculture en 2015, que l'on formule comme étant un appel à des « chercheurs ouverts ». Extraits :

Scénario 1 (PAC réformée) – *« Des généralistes, dans une optique pluridisciplinaire et d'interface, avec pluralité des paramètres et implication dans l'enseignement. »*

Scénario 2 (Industries) – *« Adaptabilité, polyvalence, communication, généralistes spécialisés. Création et animation d'équipes pluridisciplinaires »*

Scénario 3 (Qualité d'origine) – *« Multiculturels : bonne culture générale plus une connaissance de terrain et de l'étranger. Des équipes « de mélange »*

Scénario 4 (Agriculture de service) – *« Des chercheurs mieux au fait des systèmes globaux et sociaux, à la fois pointus et ouverts : avoir la curiosité pour ce qui se fait ailleurs »*

Ainsi, à l'écoute de ces échanges, la société aurait besoin, de manière permanente, de chercheurs ayant des attitudes favorables aux approches transversales, capables de franchir aisément toutes sortes de barrières, ouverts au monde.

Retour au théâtre... de l'Etoile de Choisy

C'est le tour de Bertrand Hervieu ! Il apporte d'abord des éléments qui justifient la démarche « INRA 2020 » alors que simultanément on demande aux Départements de recherches de présenter leur stratégie pour 2001-2004, et que les Présidents de Centre engagent le débat sur les Schémas de Centre :

« En fait, les stratégies des Départements et des Centres ont besoin d'une vision d'ensemble. Et alors si le Contrat d'Objectifs 2004-2008 en préparation n'est qu'un prolongement du Contrat 2000-2004, c'est une occasion manquée. Ce Contrat doit être une étape vers une ambition de long terme ! »

« Et il y a aussi des événements graves et importants qui nous obligent à réfléchir. Ainsi 85% de la ferme « France » est composée de 200.000 exploitations agricoles. Songez que l'INRA a été créé dans une France à 5 millions d'exploitations ! C'est un changement radical ! »

Bertrand Hervieu insiste, et met de la passion dans son propos, alors que le public reste bien sage, sinon même assoupi ! Et il convoque quelques idées qu'il veut remuantes. Il y met le ton !

« Le désarroi de nos contemporains... perdus dans les avancées des disciplines ! Comment avancer dans l'intégration des connaissances ? C'est pourquoi il nous faut franchir une étape ! »

« La tension est très forte avec les avancées disciplinaires... Alors, à horizon de 20 ans, faut-il garder notre spectre actuel de disciplines ? L'intégration peut supposer la réduction du champ disciplinaire ! C'est une hypothèse... »

« Nous avons besoin d'une maturation collective, d'où la raison d'engager INRA 2020 ! »

« Alors quelle ambition pour l'INRA à 20 ans ? Je vous propose ma propre réflexion. Ma conviction c'est que l'INRA a toute sa pertinence à l'horizon 2020. Vraiment, le périmètre du tripode garde sa pertinence ! »

« La maîtrise de la globalisation passe par la construction de grands ensembles régionaux. Pour l'Europe, l'enjeu à 20 ans c'est son autonomie à l'accès à ses ressources animales et végétales, ce qui passe par la recherche... Et l'INRA reste incontestable pour structurer cette stratégie. A condition que l'INRA formalise, propose et rende légitime sa structuration en tant que grand organisme scientifique. Une responsabilité en lien avec la politique agricole et un approvisionnement autonome ! »

Et pour finir, en vue d'ouvrir le débat :

« L'Europe que nous voulons passe par la recherche ! »

Applaudissements timides de circonstance. L'ambiance n'est toujours pas enthousiaste.

Questions : « Démocratie et créativité de la recherche »

Onze heures. Il reste quarante cinq minutes pour le débat !

Bertrand Hervieu est interpellé d'entrée par Jeanne Grosclaude qui rappelle qu'« elle fait partie de ceux qui ont vu plusieurs fois l'INRA changer ». (J'en suis aussi !)

Et elle affiche ce que sont pour elle deux sujets de préoccupations à la lumière des évolutions récentes :

« L'activité des chercheurs est de plus en plus circonscrite, voire immatriculée ! L'espace de la recherche doit être élargi pour être attractif. Il faut faire partager l'Europe et la société de la connaissance, à l'école, et avec d'autres modes de communication que les Ecoles Doctorales qui sont un carcan ! »

« Le poids accru des « gens producteurs » sur le recrutement de ceux qui font la science ! »

Et sa question finale :

« Allons-nous faire la redémocratisation de l'INRA ou la tendance est-elle une régression démocratique ? quels dispositifs de recours contre l'arbitraire ? »

Bertrand Hervieu a beaucoup de choses à dire à ce propos, en tant que Président de l'INRA, mais peut-être encore plus en tant que personne investissant ses réflexions sur des sujets de société. Il veut convaincre et faire partager au public sa conviction que ces questions sont fondamentales mais que les réponses sont ouvertes !

Sur la liberté intellectuelle d'abord :

« C'est une question des plus essentielles. En fait, nous devrions être effrayés nous-mêmes par notre espace de liberté intellectuelle ! Ainsi, face aux grandes crises, à propos des pratiques alimentaires, il existe une pression très forte sur les scientifiques pour dire le vrai. Nous avons été convoqués à nous substituer au juge et au politique ».

C'est là une position répétée par Bertrand Hervieu au long des débats de Centre chaque fois par exemple qu'un représentant d'une association a demandé à l'INRA de décréter des normes et de les faire respecter, et même d'être un gendarme (par exemple, il y a un an, lors du débat de Montpellier).

Sa réflexion se prolonge ici en regrettant que ces crises n'aient pas été « l'occasion d'un grand moment de pédagogie » vis-à-vis de la société :

« Il aurait fallu expliquer pourquoi des scientifiques ne sont apparemment pas d'accord entre eux, pourquoi ils ne disent pas tous la même chose ! Il aurait fallu expliquer qu'il n'y a pas de résultats sans démarche. N'entendre qu'une seule voie c'est un échec. Il faut rendre compte à nos contemporains de ce qu'est le débat scientifique et la liberté intellectuelle. Le chercheur est civiquement responsable ! »

Sur la production scientifique elle-même :

« D'accord pour des critiques, pour que ça aille mieux ».

« Estampillés ?... Cela pose la question de la place de la créativité scientifique. Celle-ci peut éventuellement se développer sur des territoires non labellisés. Oui, il faut qu'un tel espace existe. Mais l'institution est dans son rôle : elle doit organiser, investir, prévoir... pour que cette exploration puisse se faire ! Et, de fait, on n'y arrive pas très bien ».

« Y-a-t-il régression démocratique à l'INRA ? La démocratie est toujours à conquérir ! »

Bertrand Hervieu tente, par ces paroles, de faire saisir aux chercheurs quel peut être leur rôle positif pour faire avancer des réponses à ces questions. Par rapport aux autres débats de Centre, il pourrait y avoir ici un grand moment, mais la distance est tellement grande entre la tribune, si haute, et la salle si clairsemée, que l'ambiance reste froide, à l'image de la température du jour !

Les facteurs favorables à la créativité de la recherche vont cependant faire l'objet de plusieurs interventions. C'est un signe ! On touche ici au métier même du chercheur.

Morceaux choisis :

Les grands ensembles de recherche

Question :

« Versailles a vu la création d'un grand ensemble de recherches en biologie moléculaire, mais aussi de jeunes équipes pas faciles à manager. Il faudrait faire en sorte que l'on assure la coexistence des grands ensembles dont on a besoin et de jeunes équipes créatives. Car on a besoin de grandes organisations mais il ne faut pas oublier autre chose »

Bertrand Hervieu est à nouveau prolix sur la question de la visibilité des Centres de l'INRA à l'échelle de l'Europe et de l'international :

« C'est une question essentielle, pour l'institut et pour les chercheurs eux-mêmes. Mais il faut être également reconnu par les Régions, intéressées à avoir leur propre positionnement en Europe ».

Mais comment cette visibilité doit-elle être fondée ?

« Faut-il renforcer la spécialisation disciplinaire des Centres ? Ou bien faut-il garder la diversité disciplinaire qui fait l'intérêt et la vitalité des Centres ? Il faudra faire un choix, et faire sa pédagogie auprès des Régions ».

Et comment cette question peut-elle être prise en charge par les décideurs politiques ? C'est la question d'Emmanuel Jolivet, Président du Centre de Jouy :

« Par exemple, le Centre d'excellence européenne du Plateau de Saclay fait l'objet d'une réflexion animée par le Conseil Général de l'Essonne. Quelle est la lisibilité de ce qu'est la science biologique dans cet ensemble ? »

J'entends là un écho aux échanges avec Anne-Marie Comparini, Présidente du Conseil Régional de Rhône-Alpes, lors du débat « INRA 2020 » à Lyon en septembre dernier s'adressant aux organismes nationaux de recherche :

« La Région veut faire un investissement significatif et fort en matière de recherche en appui à sa stratégie de rayonnement et de développement économique en Europe, mais dites-nous, de manière concertée, où sont les atouts de Rhône-Alpes ! »

Les critères de recrutement des jeunes chercheurs

Question :

« Quelles qualités va-t-on demander aux jeunes recrutés ? l'excellence ? être des passionnés ? des managers ? des décideurs ? »

Bertrand Hervieu :

*« C'est la question la plus centrale de tout !
J'y réponds : il faut recruter des tempéraments ! »*

(Mon impression c'est que Bertrand Hervieu tente de mobiliser l'attention de son public, toujours passif, en assurant tous ceux qui posent UNE question que celle-ci est la meilleure !)

Il en profite pour développer les arguments qui pourraient convaincre aujourd'hui les jeunes de choisir les métiers de la recherche, pour ce qui donne de l'attrait à la vie du chercheur. En résumé :

« Un parcours professionnel avec plusieurs métiers. Et aussi l'attrait de la dimension internationale : parler avec ses collègues du monde entier. Car entrer dans la complexité du monde contemporain est un immense privilège »

« Et aussi un attrait parce que c'est un métier exigeant et riche... Car est-on heureux sans investissement personnel ? »

Pourtant, Bertrand Hervieu laisse pointer ses craintes :

« La question de la rémunération, c'est ce que je redoute ! Même si le métier offre des conditions de travail exceptionnelles et la liberté intellectuelle »

A propos du cas de la microbiologie

Question :

« La France est, au niveau international, le pays de la microbiologie. Pourtant les métiers classiques de la microbiologie ne sont plus renouvelés. L'orientation est maintenant celle du séquençage, avec le couple chercheur ordinateur, dont les résultats sont déposés dans les banques de données américaines »

Bertrand Hervieu

« La question que vous posez, nous ne pouvons pas y répondre seuls. Il en va de la capacité de nos partenaires de comprendre la nécessité pour nous d'aller plus loin. S'ils le comprennent nous trouverons la solution »

« Car il y a des choix à opérer : on ne peut risquer de se disqualifier. J'entends bien et je comprends bien cette question actuelle. Mais dans un contexte de spécialisation et de segmentation des connaissances je n'ai pas de réponses »

« C'est le monde de l'agriculture qui nous reproche de ne plus être au bout du champ ! Il y a un déplacement qui s'opère. C'est pourquoi nous avons investi sur les maladies à prion. Faut-il rester au bout du champ ou créer Agenae ? »

« Il faut accepter cette tension là. Créatrice et dérangeante ! »

Le public ne peut en dire plus ! Et Yves Chupeau saisit l'occasion pour clore la séance !

Un déjeuner des jeunes chercheurs avec le Président

12h25 - Retour sous la véranda de ce matin pour un déjeuner d'échanges avec un échantillon des jeunes chercheurs des deux Centres, autour d'une grande table en carré couverte d'une nappe blanche. Une quinzaine de collègues qui ont Bertrand Hervieu comme interlocuteur pour eux tous seuls ! C'est par privilège de chroniqueur que j'ai été admis dans cette enceinte de jeunes... dont j'étais il y a quarante ans ! Le changement, c'est la présence active des filles parmi cette génération de jeunes, ce qui a été également vrai au cours des Rencontres « jeunes chercheurs » tenues il y a deux mois au siège de la Direction Générale, des jeunes provenant alors de tous les Départements.

La prise de parole est facile, sans timidité, avec une franchise positive. Je ressens même une certaine avidité à dire, à interpeller, à profiter de la proximité avec le Président de l'INRA :

« Dans le champ de l'environnement, nous avons beaucoup de partenaires publics, mais de l'argent pas beaucoup ! »

« C'est comme si il y avait deux parties dans l'INRA : d'une part une banque de gènes, d'autre part le reste ! Alors, qu'est-ce que l'on fait sur les sols pollués ! »

« Les problèmes de l'environnement sont essentiels. Pourtant, on a l'impression d'un engagement sur l'option génomique. Totale ! »

« Qui finance aujourd'hui les recherches à l'INRA ? Par exemple Génoplante, c'est un financement par des partenaires privés à 90%. Or avec certains partenaires, je ne peux plus discuter – expliquer - puisque le financement de l'INRA est privé ! »

Des questions, en batterie, qui sont tout à fait dans la suite des réflexions de ce matin. Mais le ton est plus direct et le cadre est beaucoup plus favorable à des échanges de ce type ! Ces jeunes expriment leurs inquiétudes et leurs interrogations, mais leurs yeux indiquent aussi qu'ils ne demandent qu'à entendre les analyses stimulantes de Bertrand Hervieu. Le tout autour d'une assiette « gasconne » !

« Et quelle est aujourd'hui l'image de l'INRA ? Un INRA non opérationnel dont les réponses n'arrivent pas. On nous dit : vous restez dans votre sphère ! vous ne descendez pas au niveau du champ ! On attend de l'INRA une caution ! »

Bertrand Hervieu, réplique sur ce dernier point :

« Ce que l'on attend de la science, c'est une réassurance dans l'incertitude ! »

Et comme ce matin, il veut que l'on comprenne, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'INRA, que « si nous répondons à ces demandes, ça peut être dévastateur pour nous ! »

La question de fond concerne l'exercice de la fonction d'expertise, une fonction qui n'est pas sans risques :

« Le scénario pire, et ça peut arriver, c'est une expertise qui ne serait pas bonne ou complaisante, avec des usagers qui se retournent en pénal contre celui qui l'a produite. Et c'est alors l'expert qui est mis en cause ! »

« En matière d'expertise, il faut éviter que les chercheurs soient seuls, même si les chercheurs fournissent les éléments de l'expertise »

Et sur le financement, autre point sensible, Bertrand Hervieu s'engage :

« La recherche en France, c'est le plus fort taux en Europe de financement de la recherche publique. Nous sommes même les grands privilégiés du monde. Or, nous nous orientons vers une baisse des crédits publics à la recherche. Il nous faut donc inventer un dispositif de « neutralisation de l'argent privé ». Ce peut être par le biais des Fondations »

Les échanges se poursuivent. Où il est question, en vrac, du recrutement et de la formation des chercheurs, de l'article paru récemment sur la recherche publique, de « l'impact factor » des publications, des unités expérimentales et des expérimentations animales (« des souris et des chercheurs »), du Comité d'Éthique et de Précaution de l'INRA...

La conversation tourne maintenant autour des OGM :

Loïc :

« Les OGM, on n'est pas pour, on n'est pas contre, on veut travailler sur ! »

Bertrand Hervieu

« La décision, pour ou contre les OGM, n'est pas du domaine de la décision scientifique. La question, c'est qui est capable de gérer cette innovation technologique ? »

« Car il n'y a pas une vérité révélée : les chercheurs sont des constructeurs dans le doute ! La science est un débat ! »

Un des convives prend la balle au bond :

« Mais quand un directeur de recherche de l'INRA prend position à la une du Monde, il n'y a pas de débat ! »

Et Loïc de renchérir :

« Est-ce acceptable que quelqu'un de l'INRA qui travaille à Montpellier, et qui n'est pas chercheur biologiste, prenne position contre les OGM ? »

Bertrand Hervieu faisant allusion au débat de ce matin :

« Les règles déontologiques sont très faciles à établir... Mais plus de libertés signifie aussi plus de responsabilités »

Autre remarque autour de la table :

« Jacques Testard, dans un article récent, pose la question de l'utilité des OGM et pour qui ! »

Bertrand Hervieu :

« C'est la question fondamentale de « pour qui travaillons-nous ». Ainsi, comment y répondre si les risques des OGM en matière de santé publique sont acceptables, de même que les risques pour l'environnement, mais que les risques économiques sont inacceptables... Et que les agriculteurs disent de leur côté que pour leur part ce qui compte c'est que la semence soit bonne ! »

« Et finalement, ça ne me gêne pas que l'INRA ne s'engage pas... »

Loïc

« Oui, mais il faut que je puisse continuer à faire ma recherche ! »

13h30

Le programme de Bertrand Hervieu se poursuit autour d'une tasse de café par une rencontre avec des journalistes. Successivement, il répond durant presque une heure encore à de nombreuses questions et développe ses talents d'argumentateur ! A propos de la démarche à long terme de l'INRA et de l'implication de l'INRA à Versailles, à propos du partenariat de la recherche publique avec les entreprises, de Génoplante et de la génomique, des fronts de la recherche sur lesquels doit s'investir l'INRA, de la réaction des chercheurs à ce débat sur les ambitions à long terme, des attraits des métiers de la recherche, des rapports de la recherche et des chercheurs avec l'opinion, du financement de la recherche entre l'Europe et les Régions, du futur de la recherche agronomique en rapport avec le futur de l'agriculture en Europe... Ouf !

* * * * *

14h30

L'INRA et ses partenaires

Le ciel est resté très gris depuis ce matin ! Cependant, la salle qui nous accueille est très claire, avec des ouvertures sur trois côtés et des murs peints en ocre blanc. Un bâtiment en pierre de taille d'Ile-de-France construit dans les années 50 au toit pentu couvert d'ardoises, que l'on appelle aussi « la chapelle » par son allure. Il a abrité le Département de Biométrie de l'INRA.

Une quinzaine d'invités alignés derrière des tables bleu outremer disposées en carré. Bertrand Hervieu préside, entouré d'Yves Chupeau et d'Emmanuel Jolivet, les deux Présidents de Centre organisateurs.

L'assistance écoute poliment Bertrand Hervieu développer le discours qui est devenu pour moi tellement habituel que j'ai pris le risque d'arriver en retard, en discutant plus longuement avec les journalistes. Le thème majeur de cet après-midi est celui du partenariat.

Ce qui est nouveau dans la série des débats des derniers mois, c'est l'annonce de l'accord de Madame Haigneré et du gouvernement sur le principe de la création de Fondations en appui à la recherche, ce qui devrait faire l'objet d'un projet de loi : les directeurs des organismes de recherche concernés, dont l'INRA, vont rencontrer les parlementaires. Cet automne, à Dijon par exemple, ce n'était qu'une idée !

Pour Bertrand Hervieu la question fondamentale à débattre à propos du partenariat est la suivante :

« Comment être complètement dans le développement économique et aussi dans le système de réassurance de la société par la fonction d'expertise ? »

A l'énoncé de cette question - un sujet de dissertation - l'assistance reste sans voix, loin d'être aussi réactive que le groupe des jeunes chercheurs de ce midi ou celui des universitaires au petit déjeuner. Est-ce l'allure monacale de la salle ou la culture des personnalités réunies autour de la table, qui les empêche de poser des questions embarrassantes, ou bien considèrent-ils qu'ils ont fait leur devoir institutionnel en répondant à l'invitation des Présidents de Centre et que cela suffit ? Parmi eux le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France, le Préfet du Département des Yvelines, le Directeur Régional de la Recherche et de la Technologie, le Directeur de l'Agence Française pour la Sécurité Sanitaire de Aliments (AFSSA). Je remarque aussi Mathieu Calame, bien connu pour ses analyses au sein du milieu associatif, un peu perdu dans ce monde, mais on peut lui faire confiance, il saura certainement intervenir le moment venu.

La Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France se hasarde :

« Les moyens que le monde agricole peut consacrer à la recherche agronomique sont beaucoup plus faibles que ceux résultant d'un partenariat avec les firmes. D'où une crainte : le partenariat de l'INRA avec le monde agricole est-il indépendant de son partenariat avec les grands groupes industriels ? »

Le Préfet des Yvelines fait, lui, référence au débat actuel sur la décentralisation et voudrait en savoir plus sur le partenariat de l'INRA avec les collectivités territoriales :

« Quels sont les contacts engagés avec certaines d'entre elles ? Qu'est-ce que vous attendez de ces partenariats différents d'une région à l'autre ? »

Robert Ducluzeau, ancien Président du Centre de Jouy et aujourd'hui Président d'une association de Culture Scientifique et Technique en Ile-de-France, tente de réchauffer le débat en évoquant l'évolution démographique des chercheurs et de leur renouvellement :

« Avec le départ de 50% du personnel de l'INRA en 10 ans, ce que nous pouvons imaginer de l'INRA à horizon vingt ans sera réalisé par des gens qui ne sont pas encore recrutés aujourd'hui. »

Comment maintenir de la mixité dans ces recrutements, de telle manière par exemple que l'on puisse répondre à la difficulté que l'on a aujourd'hui de faire venir à la recherche des gens de formation ingénieur ? »

Bernard Etlicher, DRRT Ile-de-France enchaîne :

« Le futur dispositif « 3.5.8. », comment le mettre en œuvre dans les organismes de recherche ? D'accord pour l'implication des chercheurs au niveau des 3^{ème} cycle, mais comment envisager une charge d'enseignement pour les chercheurs à un autre niveau ? »

Comment Mathieu Calame, actif contributeur aux réflexions de l'Université d'Été de l'Innovation Rurale à Marciac, peut-il rester silencieux sans se manifester de façon critique au sein d'un débat qui reste convenu ? Pas facile de sortir des demandes polies d'informations et de mettre les pieds dans le plat sur des questions de fond sans paraître hors de propos... Pourtant il y réussit en débutant par une première interrogation sur ce qu'il a entendu des orientations de l'INRA, avec un argumentaire serré concernant le futur d'une politique des brevets. Selon lui celle-ci conduit à l'impasse. Démonstration :

« Si le statut de l'INRA à 20 ans repose sur ce que vous appelez « la production de connaissances », ça veut dire que vous vous engagez dans l'économie de la production et que vous mettez l'accent sur les brevets »

« Alors, deux hypothèses pour le futur. Soit le brevet sur le vivant explose, comme en informatique avec les logiciels libres, et alors que deviennent les ressources de l'INRA qui a misé dessus ? Soit le brevet réussit, ce qui entraîne aussi une perte de signification de la distinction public-privé, avec une mise en cause des organismes publics pour distorsion de concurrence »

Et puis, poursuit-il, qu'appelle-t-on au juste « recherche scientifique » ?

« Des recherches où les thèses représentent 50% de la production de connaissances, avec une thèse en trois ans, cela signifie une science qui ne porte que sur des sujets pouvant se traiter en trois ans. Ce qui pose la question du recrutement des futurs chercheurs... Ne sont-ils pas déjà formatés pour des recherches qui se font par une thèse en trois ans ! »

« Qu'est-ce qui est recherche et qu'est-ce qui ne l'est pas ? La recherche travaille sur des fractions de plus en plus petites du réel. Par exemple avec la génomique. Mais qu'en est-il des préoccupations concernant l'environnement ? »

Bertrand Hervieu réplique devant son assistance que je ressens maintenant attentive : il se passe quelque chose !

« Tout d'abord, ce que j'appelle production de connaissances ne signifie pas que l'on adopte une version marchande de la production »

« Ensuite, à propos du brevet, nous sommes à l'INRA dans une démarche de maturation devant aboutir à une prise de position dans trois mois, avec une consultation des différentes instances de l'INRA »

« En fait, notre position qui n'est pas tranchée ne repose pas sur une diabolisation du brevet. Le brevet n'est pas parfait mais c'est aussi un outil de valorisation »

« La recherche de lieux de mutualisation des résultats de la recherche peut permettre de dépasser le débat sur le brevet »

« Mais on peut perdre... On peut opérer un retrait sur l'Aventin de la recherche publique, les mains blanches.. mais sans les mains ! »

Cette plaidoirie ajustée n'ébranle pas Mathieu Calame qui s'accroche :

« Alors quelle est votre réponse ? Vous êtes pour les brevets ? »

Bertrand Hervieu

« Je réponds oui ! Car sinon nous savons qui se saisira de la connaissance ! Il faut nous protéger »

(Je note à ce propos, que la technique de culture in vitro de cellules végétales, mise au point ici à l'INRA de Versailles, universellement utilisée aujourd'hui, n'a jamais fait l'objet de dépôt d'un brevet de la part de l'INRA et de ses chercheurs. Mais à l'époque, la question de la valorisation industrielle ne se posait pas dans les mêmes termes)

« Je réponds aussi à la question de l'exercice de la thèse... Les thésards sont cocoonnés ? Pour faire une thèse il faut un temps de solitude, de monodisciplinarité... aride ! Mais on demande aussi au jeune chercheur un travail en équipe et d'intégration des connaissances, alors que la thèse le pousse au contraire. Il y a là une contradiction ! »

« Faut-il réaliser l'intégration des connaissances à bac+8 ? Ce n'est pas possible, car il faut d'abord se forger un outil disciplinaire, se confronter à une discipline. Ce qui peut conduire à une attitude monomaniaque obsessionnelle ! Ça se rencontre dans le milieu ! »

« Oui, d'accord sur les critiques de la thèse, mais comment y remédier ? »

Maxime Schwarz, directeur de l'AFSSA, reprend la main sur la question de l'expertise. Il évoque à ce propos les rapports entre l'INRA et l'AFSSA et plus généralement entre un organisme national de recherche et une agence nationale :

« Il peut y avoir des conflits d'intérêts entre l'INRA et l'AFSSA : l'AFSSA fait aussi de la recherche ! »

« L'expertise doit se construire sur des scientifiques même si le financement est privé »

Bertrand Hervieu

« Normalement, il ne doit pas y avoir de conflits, et pourtant, des chercheurs qui siègent dans les Comités d'experts de l'Afssa ressentent cette tension. Mon opinion c'est que l'injection d'argent privé dans les labos disqualifie leur production scientifique. D'où l'importance d'instituer des Fondations »

« Il y a besoin d'une clarification au maximum. Sinon nous n'y arriverons pas et cela aboutira à la pénalisation de l'expertise elle-même sur le long terme ! »

Maxime Schwarz formule une dernière remarque :

« Une partie de l'INRA doit s'intéresser à la fixation du carbone, c'est une question majeure pour l'environnement, demain ! »

Et c'est aussi l'occasion pour Bertrand Hervieu de conclure avant de remercier ses interlocuteurs :

« Comment y apporter des pistes de recherche ? Nous donnerons sur ce sujet une réponse au Ministère de l'Environnement le 16 janvier prochain »⁶

16h20

* * * * *

⁶ Voir : « Stocker du carbone dans les sols agricoles de France ? » Une expertise scientifique collective réalisée par l'INRA à la demande du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

<http://www.inra.fr/actualites/rapport-carbone.html>

Questions-clés pour le futur

Le déroulement de cette journée « royale », avec sa succession de débats inégaux d'ambiance, est probablement une illustration de l'intérêt des « lieux non conformes » pour stimuler les échanges : il se dit plus de choses dans la serre du potager que dans le théâtre. En fait, il ne faut pas opposer l'un à l'autre : on a aussi besoin de certaines mises en scène dans une logique de face-à-face et pour émettre des messages, alors que dans d'autres cas on recherche l'atmosphère propice aux confidences et à la stimulation du dialogue.

Quelles sont les « questions du futur » qui s'expriment au fil de ces déclarations et de ces conversations ?

1. Je retiens un premier grand thème qui tourne autour des préoccupations de la démocratie dans le choix des orientations de recherche - exprimées par exemple par Jeanne Grosclaude – de l'encadrement plus ou moins contraint des chercheurs au sein d'un organisme national.

2. Mais j'ai aussi entendu débattre du poids de l'opinion : « *Je veux pouvoir continuer mes recherches sur les OGM !* ». Quelle est la portée de cette revendication ? En quoi rejoint-elle ou heurte-t-elle la question des liens entre démarche scientifique et expression de la société (voire de l'importance à accorder au « *dialogue en amont* » prôné par Bertrand Hervieu) ? Et dans la même ligne de débat, je place les remarques de Rémi Toussaint sur la nécessité de « *construire des lieux de dialogue* ».

3. Un autre grand sujet est celui des orientations prospectives de la recherche en rapport avec celles l'agriculture. En fait, le débat n'a pas eu lieu aujourd'hui. Je garde pourtant en mémoire le produit des cercles d'échanges réunis il y a plus de six mois en ces mêmes lieux. Ce que j'en ai retenu c'est que certains chercheurs considèrent qu'ils travaillent pour des orientations qui ne sont pas celles qu'ils soutiennent comme citoyens. Ils ressentent même cette contrainte de telle manière qu'ils s'autocensurent lors de la restitution des échanges. Après tout ce n'est qu'un des aspects des rapports entre les fonctions d'un travail qui apporte le revenu familial et le jugement citoyen porté sur ces activités. Mais attention quand même à l'importance de cet écart lorsqu'il s'agit de recherche.

4. Le quatrième sujet débattu tourne autour du partenariat industriel. Je fais le constat de deux embarras : les difficultés à aller au-delà de l'inventaire des formes et domaines de partenariat, le brevet « quand même ». Le débat est loin d'être clos. Dans les rapports entre recherche et économie, certains acteurs de la société veulent se faire entendre.

5. Cinquième sujet, celui de la démarche scientifique elle-même. On en retiendra que le débat engagé depuis vingt cinq ans se poursuit au niveau des chercheurs entre ceux qui mettent l'accent sur les approches moléculaires et ceux qui argumentent en faveur de la poursuite de recherches « classiques » qui n'ont pas encore donné toutes leurs possibilités. Mais ces derniers vont majoritairement partir à la retraite... Le débat va donc s'éteindre en interne ?

6. Enfin, le sixième domaine d'incertitude à prendre en compte dans une démarche prospective est celui des rapports entre organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur. La journée de Versailles est à retenir pour le débat intervenu ce matin sous la serre entre le Président de l'INRA et les Présidents d'Université et Directeurs d'Ecole du « Sup Agricole ». La vraie réforme pourrait ne pas consister en un regroupement « agricole-agricole » des établissements d'enseignement supérieur et de recherche sur le modèle de Wageningen, mais dans la constitution d'ensembles conçus dans un partenariat avec les universités. Un dialogue direct, un diagnostic qui met le doigt sur les plaies qui font mal, où se manifestent les tensions... Ils ont promis de se revoir, de poursuivre cet examen... Mais ils ont été vite repris par les urgences du jour, de la semaine, du mois...